

## Vautmans Hilde

Je vous remercie pour votre mail. Nous nous trouvons en effet sur un carrefour avec plusieurs directions. Chaque état membre est libre d'évaluer l'adhésion à l'Union Européenne. Que monsieur Cameron, le premier ministre du Royaume-Uni, vient à ce moment précis demander un débat sur l'éventuel départ du Royaume-Uni, est une charge de plus pour l'Union Européenne qui a d'autres défis en ce moment qui doivent absolument être résolus. Nous devons nous concentrer sur la croissance économique et la prospérité de nos citoyens. Sur une Europe qui est capable de se maintenir dans un monde en mouvement et qui peut se défendre avec une défense commune. Sur la sécurité que nous voulons tous conserver et sur une vie durable que nous voulons offrir à nos enfants. Les états membres se trouvent devant de lourdes décisions. C'est pour cela que le débat sur le "Brexit" nous fait aussi réfléchir sur ce que nous voulons en arriver avec l'Union Européenne. Ceci n'est pas une mauvaise chose en soi.

Le sommet Européen du 18 février va discuter du projet d'accord et d'une éventuelle ratification. Que les résultats actuels soient insuffisants pour les eurosceptiques, et trop approfondis pour les persuadés Européens, était prévu. Le choix est entièrement au peuple Britannique. Le débat continuera d'être mené après le référendum - et indépendamment du résultat du référendum - dans lequel le parlement Européen sera étroitement impliqué. Il y aura des révisions des conventions. Nous avons donc ainsi établi ensemble avec les autres membres de la fraction ALDE les points suivants:

1. Un meilleur fonctionnement du marché interne: Beaucoup de travail a déjà été fait à ce sujet; bientôt on votera sur les décisions qui amélioreront le fonctionnement. Nous soutenons chaque effort qui puisse donner toutes les chances aux entreprises.
2. Pour ce qui concerne la souveraineté du Royaume-Uni, il disposeront à nouveau d'un "opt-out". La proposition actuelle forme un précédent dangereux, puis qu'il donne le signal que l'Union est un menu à la carte ou on peut rapporter son plat en cuisine. Cela ne peut pas être l'intention. Nous avons choisit, après la deuxième Guerre Mondiale, consciemment pour une intégration parce que le nationalisme n'offre pas de réponses.
3. L'intégration économique de l'euro: que le Royaume-Uni en reste dehors est un choix qui n'est pas nécessairement favorable pour l'économie Britannique. Avec le Brexit le Royaume-Uni devras renégocier tout les avantages commerciaux. Les entreprises Britanniques en sont elles conscientes de la possible perte du marché Européen?
4. Les avantages sociaux gelés pour les migrants au Royaume-Uni. Quand quelqu'un travaille et paie des impôts - indépendamment de la nationalité ou de son origine - cette personne a droit à la sécurité sociale. Ce qui se trouve sur table est populiste et discrimine les citoyens Européens. Les états membres Européens doivent-ils à leurs tours discriminer les citoyens Britanniques? Vous le voyez: c'est un débat sensible avec exclusivement des potentiels perdants. C'est pour cela que nous ne soutenons pas le plan qui se trouve sur la table des négociations. Luttons

contre la fraude sociale mais pas contre un citoyen honnête de l'Union Européenne parce qu'il n'est pas un citoyen Britannique.

Nous travaillons avec la fraction ALDE pour trouver de nouvelles propositions. Eventuellement nous devons donner au Royaume-Uni une sorte de qualité de "membre associé", pendant que nous continuons de chercher avec les autres états membres de l'Union Européenne des solutions aux problèmes contemporains. Chaque crise cache des opportunités, comme Hillary Clinton l'a dit. C'est ainsi que nous voyons ce défi devant nous.

Meilleures salutations,

Hilde

***Hilde Vautmans***



Membre du Parlement Européen

Echevin de la ville de St.-Trond